

Rwanda : M. Kuypers dénonce l'entourage du Président

(Le sénateur Volksunie, de retour de ce pays, cite les noms d'organiseurs des escadrons de la mort

Encerclé ! Telle est la position du président du Rwanda, le général Juvénal Habyarimana, si l'on en croit les accusations portées par les membres flamands d'une mission d'information dans ce pays. Militairement ? Non : encerclé par le crime.

Le sénateur (VU) Willy Kuypers, le professeur Filip Reyntjens de l'Université d'Anvers et l'avocat Johan Scheers, qui ont rencontré trois « repentis », ont, en effet, donné à la presse, vendredi à Bruxelles, une liste d'une douzaine de personnalités rwandaises accusées d'y organiser les escadrons de la mort.

LES BEAUX-FRÈRES. Il s'agit de trois beaux-frères du Président. Protégé Zigiranyirazo, Séraphin Rwabukumba et le colonel Elie Sagatwa (secrétaire particulier du chef de l'Etat); d'un beau-frère de ce colonel, le capitaine Pascal Simbikangwa; du gendre du Président, Alphonse Ntirivamunda; d'autres proches du chef de l'Etat comme le commandant de la garde présidentielle, le major Léonard Nkundiyé; le chef du Renseignement militaire (depuis 16 ans), le colonel Anatole Nsengiyumva; le directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères, le colonel Bagosora; ou encore l'ex-chef d'état-major de l'armée, le colonel Laurent Serubuga.

Selon le professeur Reyntjens, ces organisateurs disposent localement de relais - des autorités locales - qui ont elles-mêmes des gens sur le terrain. Ceux-ci commettent quelques crimes, brûlent des maisons... et attendent que cela déclenche des représailles et des tueries en masse. Une autre pratique est celle des attentats terroristes.

LIENS ETROITS. Bien que l'étroussé des liens entre les personnes citées plus haut et le président rwandais ne puisse manquer d'attirer l'attention, les trois conférenciers n'ont pas lié le chef d'Etat à ces pratiques. Le sénateur Kuypers a cependant exprimé son

Kuypers, qui a résolu d'envoyer au président rwandais une vidéo pour l'informer de ce qui se passe... au Rwanda.

Les trois conférenciers ont rappelé et soutenu les demandes de commission d'enquête internationale déjà faites par le gouvernement du Premier ministre Nsengiyumye - qui accuse le Président et son parti d'entraver le travail de son cabinet - et les organisations rwandaises de défense des droits de l'homme.

DEPLACES. Les conférenciers ont également dénoncé la tragique situation des 350.000 habitants du nord du Rwanda déplacés par la guerre avec la guérilla du FPR. Ils ont souligné la responsabilité du FPR

et l'urgence d'une aide extérieure, Kigali ne pouvant assumer seul cette charge. Enfin, ils ont estimé qu'il fallait appuyer les demandes d'aides rwandaises au fonctionnement de la justice, dramatiquement entravé par le manque de moyens.

Marie-France CROS.

LIENS ETROITS. Bien que l'étroussé des liens entre les personnes citées plus haut et le président rwandais ne puisse manquer d'attirer l'attention, les trois conférenciers n'ont pas lié le chef d'Etat à ces pratiques. Le sénateur Kuypers a cependant exprimé son étonnement de ce que M. Habyarimana lui ait affirmé n'être pas au courant d'un attentat perpétré en juillet dernier (5 morts, 17 blessés graves) ni du cas de Janvier Africa. Ce dernier a travaillé comme espion pour les autorités avant que soit créé, autour de lui, un journal pro-présidentiel. Après une dizaine de numéros, Africa a « émis une critique de la présidence », indiquent les conférenciers, et se trouve depuis lors en prison et sa maison saccagée. « Il est évident que sa vie est en danger parce que, dans le n°10 de son journal, il a cité des noms de commanditaires d'actes terroristes. » Nous sommes in-